



COMMUNIQUE DE PRESSE

ACCORD UE-AUSTRALIE : UN MERCOSUR BIS

Paris, le 25 mars 2026

La Commission européenne persiste dans sa politique de démantèlement de notre outil de production agricole en annonçant la signature d'un nouvel accord commercial avec l'Australie. Cet accord, n'est, ni plus ni moins, qu'un « MERCOSUR bis » en donnant l'accès aux marchés français et européens à des produits agricoles qui ne respectent pas nos normes de production tout en brandissant une clause de sauvegarde dont l'application apparaît, en réalité, largement illusoire.

Jeunes Agriculteurs et la FNSEA rappellent que l'accord UE-Australie est profondément asymétrique et dévastateur pour l'agriculture française et européenne, avec d'un côté, l'Union européenne et son marché intérieur de 450 millions de consommateurs, de l'autre, l'Australie et ses 28 millions d'habitants.

Cet accord prévoit l'ouverture de nos marchés à 30 600 tonnes de viande bovine, 25 000 tonnes de viande ovine ou encore 35 000 tonnes de sucre, 10 00 tonnes d'éthanol, 8 500 tonnes de riz, 5 000 tonnes de beurre et encore 8 000 tonnes de poudre de lait écrémé à droits réduits ou nuls. Des filières déjà fragilisées seraient donc exposées à une concurrence accrue, sans garanties en matière de réciprocité des normes et d'équité des conditions de production. De plus, et à titre d'exemple, les secteurs ovin et bovin sont déjà soumis à un impressionnant « cumul » d'importations dont l'impact n'est pas mesuré !

La suspension des négociations lors des derniers rounds nous avait permis d'espérer un retour à la raison de la Commission européenne... Malheureusement, il n'en est rien. Pour Jeunes Agriculteurs et la FNSEA, la Commission européenne persiste et reproduit les mêmes erreurs stratégiques que par le passé. C'est désormais l'accord commercial avec l'Australie qui s'inscrit dans cette logique de décroissance de l'agriculture européenne.

À l'heure où les tensions politiques mondiales imposent de renforcer notre souveraineté alimentaire et nos capacités de production, la Commission européenne persiste à ne jamais aborder le sujet de la production agricole européenne dans son ensemble. En s'entêtant dans cette voie, elle fragilise davantage notre système de production déjà mis à rude épreuve, au détriment des agriculteurs comme des citoyens.

Nous demandons au Gouvernement français de rejeter officiellement cet accord. Nous l'appelons également à porter à Bruxelles l'initiative de la définition d'une vision globale. Enfin, nous mobiliserons les députés européens afin qu'ils adoptent une position similaire et nous apportent leur soutien.

Contacts Presse

Antoine Giacomazzo / 07 78 11 69 86 / antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr

Etienne Leray / 07 86 22 90 67 / eleray@jeunes-agriculteurs.fr